

France

24/02/2026

Signaux moins favorables en provenance du climat des affaires

Les espoirs d'une accélération de l'activité économique française s'estompent avec la dégradation du climat des affaires

Le climat des affaires en France s'est de nouveau dégradé en février, perdant deux points pour s'établir à 97, un niveau inférieur à sa moyenne de long terme. Cette baisse concerne l'ensemble des secteurs, à l'exception du bâtiment où l'indicateur est resté stable. La dégradation est particulièrement préoccupante dans les services : tous les sous indicateurs y reculent sur le mois et, à 95, le climat des affaires s'inscrit désormais nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Les opinions relatives à l'activité et à la demande futures se détériorent fortement. Le recul de la confiance est observable dans l'ensemble des sous-secteurs des services. Par ailleurs, les entreprises du secteur anticipent une moindre dynamique d'embauches, ce qui pèse sensiblement sur le climat de l'emploi en France. Celui-ci recule à nouveau d'un point et atteint son plus bas niveau depuis mars 2021.

Dans l'industrie, le climat des affaires s'est également replié, tout en demeurant au-dessus de sa moyenne de long terme. La dégradation est surtout marquée dans la chimie et la métallurgie, tandis que la situation reste très favorable dans la production de matériel de transport (hors automobile). Pour l'ensemble de l'industrie, l'affaiblissement des carnets de commandes et des perspectives de production constitue néanmoins un signal négatif pour les mois à venir.

Globalement, le climat des affaires de février ressort plus dégradé qu'anticipé et suggère une conjoncture moins résiliente qu'escompté. Malgré les premiers signes de redressement industriel en Europe, soutenus notamment par le plan de relance allemand, l'économie française semble plutôt entrer dans une phase de décélération, le moteur de la demande domestique donnant des signes d'essoufflement. En dépit d'une inflation très faible et d'un recul de la volonté d'épargner des ménages, la consommation peine toujours à s'affermir. Les données publiées aujourd'hui suggèrent ainsi que la croissance du PIB au premier trimestre aurait du mal à dépasser les 0,2 % enregistrés au quatrième trimestre 2025, et qu'un rythme inférieur n'est pas à exclure.

Pour le reste de l'année, les perspectives demeurent néanmoins modérément favorables, avec une croissance du PIB attendue autour de 1 %. L'industrie française devrait continuer de bénéficier du plan de relance allemand et de la hausse des dépenses de défense. La progression attendue des salaires réels pourrait soutenir la consommation et l'investissement des ménages, à condition que la confiance se maintienne. Les risques restent toutefois nombreux. La forte exposition extérieure de certains secteurs clés rend l'économie française particulièrement sensible à l'évolution du commerce mondial et au taux de change de l'euro. À l'inverse, une conjoncture mondiale et européenne plus dynamique qu'anticipé pourrait se traduire par un redressement des carnets de commandes et soutenir la production. Sur le plan domestique, la confiance demeure fragile : toute nouvelle dégradation pourrait rapidement compromettre les espoirs de reprise de la consommation. À l'horizon 2027, la croissance pourrait atteindre 1,1 %, mais les risques politiques et budgétaires restent élevés.

Charlotte de Montpellier

Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.